

**L'Office fédéral pour la protection de la Constitution (Bundesamt für Verfassungsschutz, BfV), service de renseignement intérieur allemand, a attribué à l'éditeur français [ChapsVision](#) un contrat portant sur la fourniture d'une plateforme d'analyse de données massives, écartant ainsi la candidature de la société américaine *Palantir Technologies*. L'information, révélée par les médias allemands WDR, NDR et le *Süddeutsche Zeitung*, marque une inflexion notable dans la politique d'approvisionnement numérique des autorités allemandes en matière de sécurité.**

Le logiciel retenu, baptisé ArgonOS, repose sur des techniques d'intelligence artificielle. Il agrège des informations issues de bases internes, de sources ouvertes (OSINT) et de réseaux moins accessibles, qu'il met en relation pour produire des cartographies exploitables par les analystes. Selon les informations de Heise, la phase de validation technique a été menée à son terme avec succès et l'outil est jugé opérationnel, en particulier pour les missions de lutte antiterroriste et de contre-espionnage. Le déploiement intervient dans un cadre juridique encore restreint : l'exploitation pleine et entière des fonctionnalités d'analyse demeure suspendue à une réforme de la loi sur les services de renseignement, en préparation au ministère fédéral de l'Intérieur. Pour son implantation sur le territoire allemand, *ChapsVision* s'appuie sur le prestataire local *Rola Security Solutions*, déjà intégré au réseau d'information et d'analyse de la police (PIAV).

L'attribution rompt avec une dynamique commerciale dans laquelle Palantir s'imposait depuis plusieurs années comme partenaire privilégié de plusieurs administrations européennes. Trois *Länder* allemands — la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, la Hesse et la Bavière — utilisent déjà sa solution *Gotham*, qui permet aux forces de police de constituer en quelques secondes des profils détaillés à partir de données personnelles. Cet usage suscite une opposition durable d'associations de défense des libertés : la *Gesellschaft für Freiheitsrechte*, basée à Berlin, a déposé en 2025 un recours constitutionnel contre le dispositif bavarois, estimant qu'il porte atteinte à l'autodétermination informationnelle garantie par la Loi fondamentale.

Le contexte politique pèse sur cette décision. Le président du BfV, Sinan Selen, avait évoqué en décembre 2025, lors d'une conférence interne, la nécessité pour les services allemands d'« *affûter leur prisme européen* » et d'intégrer une dimension géostratégique dans leurs choix technologiques. La mémoire des écoutes de la NSA sur le téléphone portable d'Angela Merkel, révélées dans le sillage des documents Snowden, demeure vive au sein de l'appareil sécuritaire allemand. En avril 2026, le vice-amiral Thomas Daum, responsable de la cyberdéfense de la *Bundeswehr*, avait pour sa part jugé « *inconcevable* » d'accorder à des employés d'une entreprise privée américaine un accès aux bases de données nationales. Le directeur général de *Palantir*, Alex Karp, avait répliqué publiquement en qualifiant cette défiance d'« *infondée* ».

La décision du BfV n'efface pas pour autant les divergences au sein de la coalition gouvernementale. Le ministre fédéral de l'Intérieur, Alexander Dobrindt (CSU), n'a pas exclu un recours futur à la solution américaine, alors qu'une partie des forces de la coalition noire-rouge et des autorités de sécurité poussent à privilégier des alternatives européennes. La *Bundeswehr*, de son côté, examine actuellement trois candidats pour le développement de son

*cloud* de défense : *Almato*, filiale du groupe *Datagroup* établie à Stuttgart, la jeune pousse berlinoise *Orcrist*, et *ChapsVision*. L'attribution est attendue avant la fin de l'année.

Fondée en 2019 par l'entrepreneur Olivier Dellenbach, ancien cédant de l'éditeur *eFront* à BlackRock, *ChapsVision* s'est constituée par croissance externe rapide, avec plus d'une vingtaine d'acquisitions parmi lesquelles *Deveryware*, spécialiste des outils d'interception légale, *Systran*, éditeur de traduction automatique, et *Sinequa*, moteur de recherche d'entreprise. Le groupe revendique un chiffre d'affaires de l'ordre de 200 millions d'euros et une présence dans une quarantaine de pays. En France, sa plateforme équipe déjà la Direction générale de la Sécurité intérieure (DGSI), après que la société a remporté en 2024 la première phase de l'appel d'offres OTDH (Outil de traitement des données hétérogènes), destiné à remplacer le système Palantir installé dans les services après les attentats de 2015.

Au-delà du contrat allemand, le choix du BfV vaut signal pour les acheteurs publics européens engagés dans une stratégie de réduction de leur dépendance aux fournisseurs américains. Le mouvement reste toutefois inégal : alors que Berlin diversifie ses sources, le service de santé britannique (NHS) a récemment confié à *Palantir* un accès étendu à ses bases de données médicales, illustrant la pluralité des trajectoires européennes sur la question de la souveraineté numérique.